

DECLARATION DE CADIX :

« Décentralisation, Développement, Démocratie,
Innové pour une Europe en 3 Dimensions »

Cadix, le 28 septembre 2012

Nous, Maires, Responsables, Elus et Représentants des gouvernements locaux, des villes, des pouvoirs intermédiaires et des régions d'Europe, réunis à Cadix en Espagne ce 28 septembre 2012 à l'occasion des 25^{èmes} Etats Généraux des Communes et Régions d'Europe,

Unis par l'attachement aux principes fondamentaux de la démocratie et de l'autonomie locale et régionale ;

Convaincus que la bonne gouvernance en Europe exige aujourd'hui un partenariat constructif et actif entre toutes les sphères de la gouvernance - européenne, nationale, régionale et locale avec la société civile et les acteurs économiques et sociaux dans une vision décentralisée de la société européenne ;

Conscients que le projet européen est actuellement remis en cause par les problèmes majeurs que connaissent nos différents pays ; constatons dès lors, en le regrettant, que les citoyens s'en détournent, voire le rejettent ;

Déterminés à agir pour un développement innovant et durable de nos territoires ;

Réaffirmons notre attachement en faveur d'une Europe qui, afin de répondre aux besoins de ses citoyens et aux défis globaux du 21^e siècle, soit politiquement et économiquement forte, unie, fidèle à ses valeurs et ses principes, solidaire, dotée d'institutions efficaces, active et respectée sur la scène internationale, et respectueuse de ses diversités ;

Déclarons ce qui suit :

L'Europe doit mettre en œuvre des politiques pour parvenir à surmonter les défis actuels et sauvegarder sa stabilité économique et cohésion sociale ; notre avenir dépend de la bonne réponse à ces défis.

Cette crise globale – économique, sociale et morale – que traverse l'Europe, marquée par la tenue de nombreux Sommets au cours desquels l'Union européenne a donné le sentiment d'hésiter et d'être impuissante à répondre aux attentes des Européens, a renforcé leur éloignement du projet européen. Le risque de fracture au sein de l'Europe progresse : il se manifeste dans une partie de l'opinion publique par la montée inquiétante des sentiments nationalistes et de repli sur soi.

Dans ce contexte, le CCRE entend continuer à œuvrer pour redonner du sens au projet européen tel qu'il a été pensé à son origine par les Pères fondateurs et qui repose sur des valeurs de démocratie, d'unité et de solidarité. Cela suppose le plein respect du principe de subsidiarité, avec les collectivités territoriales responsables, plus que jamais, acteurs du changement, véritables institutions de proximité dont le rôle est majeur pour répondre aux attentes et aux inquiétudes des citoyens.

Nous proposons une nouvelle approche du développement en Europe qui s'appuiera sur des territoires capables de créer les conditions d'une nouvelle croissance, plus durable et génératrice d'emplois.

« L'Europe en 3 dimensions », c'est d'abord l'émergence d'une Europe convaincue que le partenariat entre l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux est la clef de son redressement. Décentralisation, Développement et Démocratie sont les trois dimensions sur lesquelles doit s'exprimer une parole commune renouvelée et renforcée de toute l'UE.

D comme Décentralisation :

La crise financière et économique affecte très durement nombre de nos territoires en Europe, avec des conséquences majeures pour les gouvernements locaux et régionaux vers lesquels les citoyens se tournent pour obtenir protection et soutien. C'est aussi souvent vers eux que les Etats et les institutions européennes se tournent pour affronter les défis et faire plus avec moins de moyens. Nous réaffirmons, ici à Cadix, notre engagement à agir pour le développement de nos territoires dans une vision novatrice et de travailler en partenariat avec les niveaux de gouvernance européen et nationaux dans le respect des principes de subsidiarité. Il est indispensable de développer des politiques de renforcement des capacités et de responsabilisation des gouvernements locaux et régionaux. Dans ce cadre, nous demandons la véritable reconnaissance de l'autonomie locale et régionale dans le droit national et européen. Nous exigeons la liberté pour les autorités locales et régionales d'organiser et de planifier la prestation de leurs Services d'Intérêt Général. Au contraire, partout en Europe, les Etats sont tentés de reporter sur les collectivités territoriales leur propres difficultés en recentralisant certaines politiques publiques ou en transférant de nouvelles responsabilités sans donner aux acteurs locaux et régionaux les moyens qui leur permettraient d'agir efficacement. Ces démarches sont contraires à notre objectif fondateur et à notre conception du projet européen.

Cette même vision de la décentralisation, nous la portons au niveau mondial avec notre organisation mondiale, Cités et Gouvernements Locaux Unis car nous sommes convaincus que l'apprentissage de la démocratie passe par la participation des citoyens aux décisions qui les concernent le plus directement.

Le printemps arabe a révélé une aspiration des peuples à la démocratie et au développement. La décentralisation est un axe majeur du développement et de la démocratie. En Europe comme chez nos voisins du sud de la méditerranée, aux demandes pour plus de démocratie exprimées par les populations, on peut répondre par une gouvernance qui assure la participation des citoyens aux choix qui les concernent directement dans leur quartier, leur village, leur ville ou leur région.

L'Europe a une responsabilité historique : elle doit réussir sa propre évolution, montrer l'exemple et offrir aux peuples du monde le soutien qu'ils attendent pour plus de développement économique, social mais aussi politique.

En 2013 nous célébrerons les 60 ans de la Charte des Libertés Communales adoptée par le Conseil des Communes et Régions d'Europe en 1953 à Versailles. Nous soulignons à cet égard l'importance du travail du Conseil de l'Europe et notamment du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux à travers la promotion de la Charte européenne de l'autonomie locale qui consacre les principes d'une Europe respectueuse de ses territoires et de leurs droits. De même, nous rappelons le rôle du Comité des Régions, l'Institution des autorités locales et régionales de l'Union européenne, dont l'action est complémentaire à celle du CCRE et des autres associations et avec lequel nous souhaitons continuer à coopérer pour la poursuite de nos objectifs communs.

D comme Développement :

Préparer l'avenir est une exigence pour tous les responsables économiques et politiques. Il faut agir en partenariat pour conduire des politiques territoriales en faveur de l'innovation et de la recherche.

Au cours de ces 60 dernières années, après près d'un siècle de conflits meurtriers, de guerres et de massacres, l'Europe a porté son projet de paix en construisant une société prospère, plus juste, équilibrée et fondée sur la coopération et la solidarité. Aujourd'hui pourtant, l'Europe est confrontée à une série de crises d'importance et d'intensité croissantes - crises qui minent la confiance des citoyens dans leur gouvernement et dans le projet européen et qui appellent des réponses innovantes pour répondre aux défis du chômage, surtout parmi les jeunes, du changement démographique, de la diversité sociale, des évolutions technologiques et de la communication, du changement climatique, la mobilité, du besoin d'une énergie plus sûre et plus propre, etc.

Nous estimons que le développement local et régional, porté par la mobilisation de tous les acteurs locaux et régionaux, en phase avec les aspirations des citoyens, peut sortir l'Europe de la crise.

La crise actuelle souligne une fois encore la nécessité de penser un modèle de développement qui renforce le projet européen. Nous réaffirmons notre attachement à un modèle social européen qui doit continuer à soutenir celles et ceux qui sont dans le besoin ou qui souffrent d'exclusion ou de discrimination. Les pouvoirs locaux et régionaux sont au cœur de ce modèle et ont développé un réseau de protection sociale à travers tout le continent.

Nous devons aussi nous assurer que l'Europe ne se détourne pas du monde. Le repli sur soi n'est ni une solution, ni une manière de se protéger : au contraire, l'histoire a démontré qu'il conduit à la régression et au conflit. Nous sommes convaincus que l'Europe peut et doit ouvrir la voie à une approche plus humaine, pour garantir que tous les citoyens en Europe et dans le monde puissent bénéficier d'un modèle de développement durable.

En outre, la réponse aux préoccupations climatiques et environnementales constitue une opportunité de développement économique et d'emplois importante. Les collectivités territoriales sont déjà engagées dans la mise en œuvre concrète de ces politiques pour le développement durable.

Les villes et les régions d'Europe agissent pour promouvoir la paix et le dialogue interculturel, vaincre la pauvreté et mettre en œuvre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Nous croyons que ces objectifs peuvent être réalisés à travers des politiques de coopération internationale et les partenariats directs entre les villes européennes et celles des pays en développement, notamment en Afrique et en Amérique latine. Le plein engagement des Etats et de l'Union européenne dans l'aide publique au développement demeure un facteur crucial.

D comme Démocratie :

L'Europe est à un tournant de son histoire. La crise financière est aussi une crise politique qui doit amener l'Europe tout entière à revisiter son projet pour garantir à tous les Européens une vie prospère et durable. Nous souhaitons réaffirmer certains principes fondamentaux portant sur l'orientation que nous voulons lui voir prendre. L'Europe ne peut se permettre d'être divisée ou manquer de cohérence dans les circonstances difficiles qui prévalent aujourd'hui ; il est indispensable de renforcer les liens qui unissent l'ensemble des peuples européens. La seule approche intergouvernementale ne fonctionne pas. Le CCRE tient à réaffirmer son engagement en faveur d'une Europe plus forte et plus solidaire afin de soutenir la construction d'une union politique sans cesse renforcée entre les Européens, seule solution pour faire face aux enjeux majeurs qui se posent aujourd'hui. Ceci appelle une plus forte intégration politique de l'Union européenne, indissociablement liée à la solidarité et passant par la mise en commun d'éléments de souveraineté nationale. Au sein de l'Union européenne, il faut une gouvernance forte, efficace et démocratique : un Conseil européen qui s'engage, une Commission qui propose et agisse, une Banque centrale européenne indépendante et libre d'agir dans le cadre de son mandat pour assurer la stabilité monétaire pour soutenir la future croissance européenne, et un Parlement européen ayant pleins pouvoirs législatifs qui, respecté et fort du soutien du suffrage universel, puisse assumer toutes ses responsabilités. Toutes les institutions doivent jouer pleinement et activement leur rôle en répondant aux défis auxquels nous sommes confrontés, dans un esprit de partenariat avec tous les niveaux de gouvernance et en particulier les gouvernements locaux et régionaux.

La crise est vécue par de plus en plus de nos concitoyens comme un échec des politiques européennes. Ce sentiment est trop souvent encouragé par les gouvernants eux-mêmes, trouvant là une réponse à leurs propres insuffisances.

Les collectivités locales et régionales sont le lien démocratique le plus proche entre les institutions et les citoyens.

Le CCRE, comme les autres structures démocratiques européennes - du Parlement à la communauté locale - s'oppose résolument à toute forme d'intolérance, de racisme et de xénophobie. Toutes les institutions ont le devoir fondamental de défendre les droits humains, la démocratie et la liberté dans le monde, tout comme la protection des minorités persécutées en raison de leur religion ou leurs opinions. Nous espérons, notamment, que le Conseil de l'Europe, dont l'action en matière de droits humains est essentielle, continuera de porter le message d'une Europe démocratique et exemplaire en matière de tolérance, de respect et d'attachement à l'égalité entre toutes et tous.

En rappelant qu'il n'y a pas de démocratie sans égalité entre femmes et hommes, les villes et les régions d'Europe se sont dotées d'outils pour agir au quotidien et garantir l'égalité : la *Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale*, qui a été ratifiée par près de 1500 gouvernements locaux et régionaux de toute l'Europe, et l'Observatoire européen pour l'égalité qui accompagne les signataires dans l'élaboration et la mise en place de leur plans d'action. Cette démarche doit être soutenue et encouragée par l'Union européenne.

Dans une Europe en évolution permanente, nous avons besoin de développer de nouvelles formes d'échanges, de poursuivre la modernisation des jumelages et d'assurer la participation du plus grand nombre de citoyens européens. Nous sommes convaincus que l'Union européenne doit renforcer et améliorer l'efficacité de son action dans le domaine de la citoyenneté active et des jumelages dans l'avenir. Il en va de même pour le financement de ses activités. 2013, année européenne des citoyens doit être un point de départ pour renouer avec une politique ambitieuse de participation des citoyens à la définition du projet européen.

L'Europe est encore en construction, elle doit continuer à être ouverte à ceux qui veulent la rejoindre, qui répondent aux conditions d'adhésion de l'Union européenne et qui partagent le projet politique et les valeurs de l'Union européenne. C'est en particulier le cas pour les pays d'Europe du Sud-Est. L'intégration des futurs pays membres doit aussi s'accompagner d'un soutien fort aux autorités locales et à leurs associations représentatives pour les préparer à devenir des acteurs de premier plan de la construction européenne.

Nous invitons les collectivités locales et régionales d'Europe à promouvoir la présente Déclaration auprès de leurs citoyens.